

## Rapport de responsabilité sociétale de Bpifrance

Le présent rapport RSE s'inscrit dans une démarche volontaire d'information de ses parties prenantes ; le périmètre couvert est constitué de Bpifrance et de ses filiales métiers directement ou indirectement contrôlées par Bpifrance : Bpifrance Financement, Bpifrance Investissement, Bpifrance Participations, et Bpifrance Régions ; - Bpifrance Assurance Export, intégré à la date du 31 décembre 2016, n'est pas pris en compte.

Des précisions sont apportées, en tant que de besoin, à certaines informations ou indicateurs communiqués, lorsqu'ils concernent un périmètre différent ou comportent des spécificités.

### 1 La stratégie de Responsabilité sociétale du Groupe Bpifrance

Bpifrance s'est fixé quatre priorités, qui constituent le pivot de son engagement : développement de l'emploi, qualité de la gouvernance et du management, promotion de l'entrepreneuriat féminin, transition écologique et énergétique et repose sur la conviction, confirmée par les études les plus récentes, que la performance RSE crée de la valeur<sup>1</sup>.

La responsabilité sociétale de Bpifrance réside, par priorité, dans l'efficacité de son action pour créer et maintenir une croissance durable des entreprises, pérenne et créatrice de valeur économique .

Bpifrance met au service de cette ambition, depuis sa création, le déploiement d'un accompagnement des besoins financiers des entreprises et des entrepreneurs, à tous les stades de leur développement ; et en démultipliant l'effet de ses interventions dans son fonctionnement d'établissement de place.

Conscient, par son implication étroite avec les entrepreneurs, de leurs besoins complémentaires, Bpifrance a développé une offre complémentaire d'accompagnement, pour apporter aux entrepreneurs conseil, formation, et mise en relation, en prenant en compte les grands enjeux de leur responsabilité sociétale comme l'emploi, la transition énergétique, le changement climatique, l'innovation, le dynamisme des territoires, le numérique.

Bpifrance, soucieux de l'exercice de ses activités dans une dynamique de croissance responsable des entreprises, prend soin également de les exercer en toute transparence et responsabilité, dans le respect et le développement des compétences de ses collaborateurs, et la maîtrise de ses impacts.

*Cette implication, l'organisation et le modèle économique de Bpifrance ont un impact positif sur les effectifs, la croissance du chiffre d'affaires et la pérennité des entreprises soutenues, ce qui contribue au renforcement économique des territoires et à la cohésion sociale<sup>2</sup>, et répondent de façon satisfaisante aux attentes de ses clients et partenaires : les résultats de l'enquête menée en 2015 par l'institut CSA, de façon anonyme, auprès de plus d'un millier de ceux-ci (entreprises financées et investies, banques, fonds d'investissement, Régions) afin de suivre les attentes des clients et d'élaborer des plans d'actions pour mieux les satisfaire, confortent les orientations stratégiques volontaristes de Bpifrance.*

<sup>1</sup> Une étude publiée par France Stratégie en novembre 2014 examine le lien entre la RSE et la performance économique sur environ 8 500 entreprises françaises, incluant les PME, et chiffre à 13 % le bonus de compétitivité qu'enregistrent en moyenne les entreprises ayant adopté une démarche RSE.

<sup>2</sup> Etude 2015 d'évaluation des actions de Bpifrance

## 2 Gouvernance et organisation du Groupe Bpifrance

Bpifrance contrôle, directement ou indirectement, depuis le 12 juillet 2013, la totalité des structures sociales du Groupe qui exercent les métiers du financement et de l'investissement.

Le conseil d'administration de Bpifrance est composé à parité d'hommes et de femmes, représentant les parties prenantes majeures du groupe Bpifrance ; il est composé de représentants des actionnaires, (l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignations), et des Régions, de trois personnalités qualifiées (deux chefs d'entreprises et le Directeur général, Nicolas Dufourcq), ainsi que de deux administrateurs salariés du groupe Bpifrance.

Le Comité d'Audit et des Risques et le Comité des nominations et rémunérations (le « CNR ») complètent ce dispositif, qui assure la transparence des décisions et le respect de la réglementation.

Le tableau ci-après résume, pour chaque société contrôlée par Bpifrance, les modes de gouvernance en vigueur.

Dénomination	Forme sociale	Instances de direction	Représentant légal	Nombre d'administrateurs	Nombre Administrateurs actionnaires majoritaires	Nombre personnes qualifiées	Adm salariés	Comités spécialisés	Parité
Bpifrance SA	SA	CA	Présidence et DG dissociées	15	8	3	2	Comité d'Audit et des Risques ; comité des nominations et rémunérations (CNR)	oui
Bpifrance Financement <sup>3</sup>	SA	CA	PDG	11	6	3	2	Comité d'Audit et des Risques ; comité des nominations et rémunérations (CNR) ; comités métiers Financement-Garantie et Innovation	non
Bpifrance Investissement	SA S	CA	Président	10	6	3	0	CNR	non
Bpifrance Participations	SA	CA	PDG	10	6	3	0	Comité d'Audit et des Risques ; Comité	non

<sup>3</sup> Les administrateurs représentant les actionnaires minoritaires et le Président Directeur Général ont été classés dans les personnalités qualifiées

							d'investissement	
Bpifrance Régions	SA	CA	Présidence et DG dissociées	13		0	0	non

Les règlements intérieurs des conseils d'administration de Bpifrance, Bpifrance Financement, Bpifrance Participations et Bpifrance Investissement précisent le fonctionnement et les prérogatives de chacun de ces conseils d'administration, ainsi que ceux des comités, et comportent une charte d'administrateur, qui définit les devoirs des administrateurs en matière notamment d'assiduité, de confidentialité, et de déontologie.

Le contrôle interne, organisé conformément aux exigences des autorités de tutelle, veille à la régularité et à la conformité des opérations et au respect, par Bpifrance et ses filiales, de leurs obligations réglementaires. Celles-ci sont strictement respectées, notamment en matière d'élaboration et transmission de documents aux autorités de tutelle et agences de notation, consultées en tant que de besoin. Les personnels de toutes les structures sont sensibilisés et formés à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, et exercent leurs activités dans le cadre d'une charte de déontologie commune dont chaque membre du personnel a été invité à prendre connaissance et à s'engager à exercer ses activités en se conformant strictement à ses dispositions.

Le Comité National et les Comités Régionaux d'Orientation<sup>4</sup>, qui représentent toutes les parties prenantes du groupe Bpifrance, sont régulièrement réunis et informés des actions déployées sur les territoires et par les métiers, en cohérence avec les missions d'intérêt général dévolues à **Bpifrance** et les orientations de son plan stratégique.

### 3 La déclinaison de la stratégie RSE dans les métiers

Toutes les équipes de Bpifrance se sont mobilisées, au siège comme en régions, dans le réseau, pour mieux encore soutenir et accompagner les entreprises dans leurs besoins et leur croissance, en France comme à l'international, pour développer l'emploi, soutenir la transition écologique et énergétique, promouvoir la qualité de la gouvernance et du management et l'entrepreneuriat féminin. L'organisation interne de Bpifrance et la structuration de toute son offre sont définis pour servir au mieux ses objectifs de dynamiser la croissance durable des entreprises et les compétences et la confiance des entrepreneurs.

**L'organisation** décentralisée est structurée autour de 50 implantations implantées sur l'ensemble du territoire et les départements d'outre mer, dont 47 accueillent les activités des équipes en charge de l'étude et de la mise en place des dossiers de financement et d'aide à l'innovation, majoritairement décidées en région ; selon la taille des implantations, des équipes dédiées à l'étude et la décision de garantie des partenaires et un interlocuteur de l'activité fonds propres sont également à la disposition des entrepreneurs, qui disposent ainsi d'un interlocuteur de proximité sur l'ensemble des métiers. La démarche d'amélioration continue, engagée en 2014, a été finalisée sur l'ensemble des directions métiers de Bpifrance Financement ; elle a permis de fluidifier les processus et fonctionnements internes, et de lancer de nouveaux modes de management des équipes ; le programme de

<sup>4</sup> Prévus par l'article 6 de la loi 2012-1559 relative à la création de Bpifrance. Le CNO est chargé d'exprimer un avis sur les orientations stratégiques, la doctrine d'intervention et les modalités d'exercice par la société et ses filiales de leurs missions d'intérêt général et sur la mise en œuvre de la transition écologique et énergétique. Les CRO sont chargés de formuler un avis sur les modalités d'exercice par la société anonyme BPI-Groupe et ses filiales de ses missions au niveau régional et sur la cohérence de ses orientations stratégiques avec la stratégie régionale de développement économique. Il adresse ses avis aux organes régionaux de direction de la société anonyme BPI-Groupe.

transformation digitale annoncé fin 2015 et lancé en février avec une enquête à destination des collaborateurs, contribue aux mêmes objectifs d'amélioration des conditions d'exercice des métiers et d'optimisation de la relation avec les clients .

**Le financement de la croissance des entreprises** première priorité de Bpifrance, a poursuivi sa croissance pour la quatrième année de croissance consécutive, dans tous les métiers ; cette croissance consacre la réussite de l'engagement de Bpifrance fondé sur les valeurs de proximité, simplicité, volonté, et optimisme pour toujours mieux accompagner les entreprises leurs besoins en France comme dans leurs stratégies de déploiement à l'international, avec une offre adaptée et conçue pour répondre à toutes les phases de leur vie et évolution.

Les prêts octroyés sans garantie, particulièrement appréciés des entreprises , ont, en particulier crû de 20% dans le contexte d'une croissance de 10 % de l'ensemble des crédits à l'investissement. L'activité de fonds propres a pour sa part augmenté de 31 %. Le montant moyen des crédits garantis, en hausse, ou encore la baisse relative du financement de la trésorerie, peuvent être analysés comme autant de signes de l'amélioration globale de la santé des PME.

Acteur engagé dans le financement de la Transition Ecologique et Energétique, et signataire de la Déclaration Mondiale sur le Changement climatique, les engagements de Montréal et de Paris et la Financial Institutions' Declaration of Intent on Energy Efficiency, Bpifrance s'inscrit dans une action dynamique de lutte contre le changement climatique : maintient le niveau élevé de ses concours, évalués pour l'année 2016 à 1 250 millions d'euros dont plus de la moitié en crédit<sup>5</sup>.

Les prêts sans garantie dans les financements de la Transition Ecologique et Energétique (TEE) représentent un poids croissant, de 183M€ en 2016 (129 en 2015), sur plus de 850 millions d'euros de crédits.

Des produits dédiés cofinancent les projets d'énergie renouvelable, et les programmes des entreprises de la TEE ou intégrant des enjeux liés à la TEE, ; cette offre spécifique est complétée par les prêts sans garantie aux entreprises de la TEE, l'accompagnement des projets innovants et les garanties accordées aux partenaires de Bpifrance pour leurs financements relevant de la TEE. L'empreinte carbone a été mesurée sur 27 lignes cotées du portefeuille au 31 décembre 2015, s'élève à 0,212t<sub>eq</sub>CO<sub>2</sub> par million d'euros investi.<sup>6</sup>

Les enjeux de la TEE, mais également ceux liés à la gouvernance, à l'insertion dans le territoire, et à leur responsabilité sociale et sociétale sont en outre abordés, en termes de risques et d'opportunités, dans les questions d'**évaluation de la RSE des entreprises**, obligatoirement au-delà de certains seuils, pour l'activité Financement. Ces enjeux sont systématiquement examinés préalablement à toute décision d'investissement en fonds propres directs, et les due diligences sur les Fonds investis comportent un questionnaire sur leur politique RSE. L'**enquête annuelle sur les pratiques ESG** des sociétés de gestion partenaires et sur la RSE des entreprises investies (tant directement qu'indirectement) a été reconduite pour la 5ème année consécutive. Des informations ont ainsi été recueillies auprès de 44 % des sociétés de gestion et 24 % des entreprises en portefeuille<sup>7</sup> (contre respectivement 69 % et 35 % en 2014), et font l'objet, après synthèse, d'une restitution auprès des équipes d'investissement.

Des formations en ligne sont proposées aux collaborateurs de tous les métiers pour les accompagner dans cette démarche d'évaluation, et systématiquement assurées aux sessions de formation des nouveaux arrivants. Des interventions d'experts externes ont en outre été réalisées auprès des équipes Fonds Propres PME et Mid&Large Cap, pour mieux les sensibiliser.

Un programme de rencontres de sensibilisation des équipes en région est prévu pour l'année 2017, ainsi que l'accélération du nombre de sessions de formation des entrepreneurs à la RSE (jusqu'à la définition et le déploiement d'un plan d'actions adapté à leurs enjeux) et la réalisation de nouveaux modules sur Bpifrance Université en ligne, après les premiers lancés en septembre 2016.

Les représentants de Bpifrance qui participent aux instances de gouvernance des entreprises investies en direct reçoivent une formation spécifique, qui intègre un volet sur la démarche de

---

<sup>5</sup> L'activité de Bpifrance Financement dépasse 1Md d'euros par an de 2014 à 2016, majoritairement au profit de PME et TPE.

<sup>6</sup> Il s'agit du 2ème exercice de mesure d'empreinte carbone d'un part du portefeuille coté, effectuée sur un périmètre élargi de 27 lignes contre 19 investies au 31/12/2014 ; l'empreinte carbone de ces 19 lignes passe 0,190 t<sub>eq</sub>CO<sub>2</sub>, à 0,220 t<sub>eq</sub>CO<sub>2</sub>, à corriger de variations de taux de détention.

<sup>7</sup> Soit plus de 1000 entreprises sur les 3000 en portefeuille

Responsabilité Sociétale de Bpifrance et ses objectifs, ainsi que les outils de déploiement, pour leur permettre de s'impliquer pleinement dans cette fonction.

**Les partenariats avec les Régions** autour de dispositifs communs constituent un axe majeur d'implication dans et avec les territoires ; en proposant à chaque Région des outils qui s'adaptent aux priorités de sa stratégie de développement économique et d'innovation, et qui répondent aux besoins des entreprises aux différents stades de leur développement, l'accès aux financements disponibles est simplifié pour celles-ci, tout en limitant le besoin de dotation publique.

Bpifrance a fortement consolidé en 2016 ses partenariats avec les nouvelles Régions, et de nouveaux partenariats renforcés ont été mis en place.

Les entreprises ont ainsi pu mobiliser plus de 1 milliard d'euros de financements adossés à des partenariats régionaux.

Un nouveau "prêt croissance", dédié au développement des TPE, a notamment été lancé en partenariat avec les Régions Ile-de-France et Bretagne.

Bpifrance a également engagé en 2016 le déploiement d'une nouvelle offre d'"accélérateurs régionaux", destinés à renforcer le développement des entreprises en partenariat avec les Régions.

Enfin, Bpifrance a poursuivi et intensifié en 2016 ses actions d'accompagnement indirect de la **croissance des entreprises en Afrique**, par le partage de connaissances, la mise à disposition de la plateforme de e-learning de Bpifrance Université, et le transfert de technologies, pour mettre en place, des outils structurés et modélisés d'aide à la décision de garantie ou d'accompagnement à l'innovation, assortis de dispositifs de gouvernance contrôlés. Par ailleurs, via les fonds AVERROES, dont le troisième, doté de 75M€ par Bpifrance, est doté d'un ESMS<sup>8</sup> qui répond aux critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance de la BFI, Bpifrance intervient, via les fonds souscrits, dotés également d'un ESMS, pour financer les besoins en fonds propres d'entreprises qui exercent leurs activités dans une démarche de responsabilité sociétale affirmée.

### L'accompagnement non financier des entrepreneurs

2016 a été marquée par la très forte montée en puissance des métiers de l'accompagnement, non financier des entrepreneurs, qui constitue le second volet de la responsabilité sociétale de Bpifrance dans sa dimension économique. Cette montée en puissance répond aux tendances dégagées des réponses à l'enquête annuelle de satisfaction des clients et partenaires<sup>9</sup>, menée par l'institut CSA, selon laquelle 72% des entreprises financement, 84% des entreprises innovation et des entreprises investissement ont exprimé des besoins d'accompagnement.

Construite en appui des initiatives portées par d'autres acteurs publics ou par les collectivités territoriales, cette offre s'adresse principalement aux entreprises de Bpifrance et est structurée autour de trois piliers : le conseil, la formation, la mise en réseau. Des sessions « d'accélérateur » sont en outre adressées spécifiquement à des start up, des PME et des ETI sélectionnées.

Près de 5500 entreprises ont bénéficié de cette offre d'accompagnement :

- 137 missions de conseil ont été réalisées en 2016 (outre 290 missions Business France, 150 Connexions Le Hub Start-Up/Grand Groupe, 1000 Visios Business France et 100 Missions d'Accélération à l'International) pour 1737 entreprises.
- 45 sessions de formation de Bpifrance Université ont été dispensées, au bénéfice de 499 entreprises et 524 participants
- les programmes des accélérateurs entraînent 189 entreprises
- 252 évènements de mise en réseau ont été organisés pour 3629 entreprises et 30750 participants ; ces évènements sont notamment organisés par Bpifrance Excellence pour les membres de sa communauté (4000 membres désormais), Bpifrance LE HUB, EUROQUITY (2 734 sociétés, 636 investisseurs, 433 structures d'accompagnement et près de 6000 utilisateurs à fin décembre),

<sup>8</sup> Environnemental & Social Management System,

<sup>9</sup> Auprès d'un échantillon de 1246 clients, dont :

1000 Entreprises Financement (722 Entreprises Financement-Financement et 557 Entreprises Financement-Innovation)

100 Entreprises Investissement

100 Banques

31 Fonds d'investissement

15 Régions

Welcome International (Mouvement global d'entrepreneurs pour les entrepreneurs, qui permet d'établir une connexion entre les start-up et les PME/ETI), la Bourse de la Transmission, « Tous nos Projets », Portail de la finance participative, avec un moteur de recherche unique répertoriant les projets des plates-formes partenaires). Les 40 partenariats sur des activités de sports collectif conclus par Bpifrance contribuent fortement à dynamiser le tissu économique sur l'ensemble du territoire, en créant lieux et événements de networking, tout comme les rencontres de la Niaque.

S'y ajoutent, à fin 2016, 13 000 apprenants inscrits sur Bpifrance Université, qui s'est enrichi de 24 modules e-learning sur l'année, soit 128 séquences vidéos, et un total d'heures de vue de 3000 heures pour l'année 2016<sup>10</sup>.

Les équipes se mobilisent, enfin, pour promouvoir, dans leurs interventions, **l'entrepreneuriat féminin**, en combattant les stéréotypes, dans les événements de mise en réseau, leurs interventions dans les écoles et universités, leurs participations à des jurys ou remises de trophées.

#### **.4 La responsabilité sociétale dans le Groupe Bpifrance**

##### **Ressources humaines**

A fin 2016, le Groupe compte 2 356 collaborateurs en activité en CDI représentant 2 265 équivalents temps plein, en augmentation de 2,5 % par rapport à 2015.

Cet effectif est constitué à 84% de cadres avec 62% des collaborateurs dans le réseau commercial et en supports métier, répartis sur 47 implantations en métropole, dont 3 outre-mer, confirmant la position de partenaire de proximité, au plus près des entreprises et de leur écosystème local.

Quelques éléments et chiffres-clés retracent la politique de ressources humaines de Bpifrance en 2016 :

- Un niveau de recrutement toujours soutenu, avec 235 recrutements en CDI en 2016, dont près de 32% âgés de moins de 25 ans à leur date d'embauche, maintenant le taux de renouvellement des CDI à plus de 10%, et amenant l'âge moyen des collaborateurs à un peu plus de 42 ans.

- une politique toujours active d'accompagnement et de montée en compétences des jeunes en formation par l'intermédiaire de sa politique Ecoles et Université : à fin 2016, 111 étudiants sont ainsi accueillis par Bpifrance dans le cadre de contrats d'alternance et de stages de fin d'études).

- une politique de formation dynamique, à laquelle Bpifrance consacre 4,6% de sa masse salariale ; près de 60 000 heures de formation ont ainsi été dispensées, et près de 80% des collaborateurs ont bénéficié d'au moins une formation dans l'année.

- un taux de turn-over qui demeure toujours bas à 2,5%

- un nombre faible moyen de jours d'absence pour maladie (hors longue maladie) au niveau de 3,6 jours

- un dialogue social marqué par la signature de 18 accords, dont, le 17 mai, au niveau du groupe Bpifrance, de deux accords relatifs à la Qualité de Vie au Travail, l'un en faveur de l'amélioration des conditions de vie au travail, l'autre en faveur d'une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle. Ils ont été déclinés en des mesures concrètes en matière de parentalité (« berceaux » et dispositif de garde d'urgence), dons de jours de repos, expérimentation du télétravail, financement de chèques emplois service. Ces accords ont été complétés par l'élaboration d'une Charte du « bien vivre ensemble » et d'un guide des bonnes pratiques en matière de technologie de l'information et de la communication (TIC).

---

<sup>10</sup> Lancé courant 2015, cette plateforme E-learning totalisait fin 2015 62 vidéos en ligne et 7.400 inscrits pour 900 heures de formation.

Soucieux d'accompagner l'insertion des jeunes, en sus de son implication dans les écoles, universités et forums, Bpifrance s'est engagé par ailleurs, depuis 2015 dans le soutien à :

- Dédos (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale)<sup>11</sup>, projet de démocratisation culturelle centré sur la musique, dont la philosophie est de permettre à des enfants de pratiquer la musique en orchestre et de favoriser leur accès au répertoire classique. Le projet est destiné à des enfants issus de quartiers relevant de la « politique de la ville » ou de territoires ruraux éloignés des lieux de pratique ;
- l'association « Nos Quartiers ont du Talent », qui vise l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, Bac+3 et plus (Bac+4 et plus pour l'Île-de-France, avec expérimentation Bac+3 en QPV) âgés de moins de 30 ans, issus de milieux sociaux modestes et dont certains résident en quartiers, grâce à un système de parrainage par des cadres, assimilés, voire des dirigeants d'entreprises expérimentés en activité (conseils sur la recherche d'emploi, le CV, la lettre de motivation, les entretiens, aide à la constitution du réseau...).

### Gestion des impacts environnementaux des activités

La Direction des Moyens Généraux assure la gestion des implantations du siège et du réseau de Bpifrance, ainsi que des moyens logistiques de l'ensemble du groupe depuis la fin de l'année 2013. Ce pilotage opérationnel, coordonné avec l'ensemble des directions, a permis d'élargir la mesure des impacts environnementaux des activités, qui résultent essentiellement des consommations d'énergie des implantations, des déplacements des collaborateurs et de la consommation de papier, à l'ensemble des composantes du Groupe.

La certification « HQE bâtiment tertiaire en exploitation » du siège social « Le Vaisseau », où travaillent 42% des effectifs, obtenue en 2014, a été reconduite en 2016, au regard des travaux d'amélioration continue, destinés notamment à améliorer sa performance énergétique<sup>12</sup> ; ce site est ainsi qualifié comme disposant de caractéristiques certifiées de mise en oeuvre d'un système de management et atteinte d'un niveau de performance énergétique, environnementale, de santé, de confort d'un bâtiment en exploitation selon trois axes : « Bâtiment Durable », « Gestion Durable » et « Utilisation Durable ».

En parallèle, les surfaces ou sites créés ou déménagés sont systématiquement équipés d'éclairages basse consommation et à détecteur de présence, et des matériaux acoustiques performants sont utilisés pour les barrières phoniques entre bureaux, les interventions au cas par cas étant réalisées dans la volonté de meilleures performances (climatisation du site de Paris par exemple).

Bpifrance mène une politique d'achats responsables (papier éco labellisé, enveloppes réalisées par un CET, copieurs économes en énergie) ; la flotte de véhicules utilisés par les personnels amenés à se déplacer à titre professionnel est essentiellement constituée de véhicules diesels émetteurs de moins de 120g de CO<sub>2</sub><sup>13</sup>, et s'enrichit progressivement de véhicules hybrides et électriques ; les émissions de CO<sub>2</sub> constituent la principale source d'émissions de gaz à effet de serre de Bpifrance SA.

L'élaboration d'un plan de déplacements d'entreprise a été lancée au 3ème trimestre 2016, dans l'objectif d'optimiser les trajets domicile –travail et professionnels des collaborateurs, et donc d'améliorer la qualité de vie au travail et réduire les émissions de gaz à effet de serre de ces déplacements. Piloté par la Direction du développement durable, en coordination avec les directions des ressources humaines, de la communication et des moyens généraux, le projet a débuté par **une** enquête électronique de consultation des collaborateurs, parallèlement à l'analyse des données matérielles des déplacements ; une phase d'échange en ateliers est en cours, avec un objectif de propositions et de déploiement avant l'été 2017.

La sensibilisation des collaborateurs aux enjeux environnementaux s'appuie par ailleurs sur le déploiement d'une plateforme lancée à l'été 2016 « Votre geste au compteur », qui leur permet de mesurer les économies d'émissions de CO<sub>2</sub> réalisées par des engagements simples au quotidien.

L'implantation de compacteurs trieurs de gobelets, canettes...etc.. à proximité des distributeurs automatiques de boissons et la mise en exploitation d'un déshydratateur des déchets alimentaires du restaurant d'entreprise du siège social ont fait l'objet d'une animation de sensibilisation incitative. Le tri des déchets de ce restaurant a été renforcé, et l'anti gaspillage alimentaire encouragé par affichage.

<sup>11</sup> Par une subvention annuelle de 85 000 euros

<sup>12</sup> Poursuite des remplacements d'éclairage par les LED à détecteur

<sup>13</sup> A une exception près

Le tri sélectif est en voie de mise en place sur plusieurs sites du réseau, ainsi que le déploiement progressif de compacteurs trieurs sur les sites équipés de distributeurs.

Les rejets dans l'eau sont inexistant, et ceux dans les sols peu significatifs, de par la nature même des activités de Bpifrance Financement, qui n'est pas de nature à en générer. De même, les impacts directs de ses activités sont sans incidence constatée en matière de nuisances sonores, de pollution ou érosion des sols ou de biodiversité ; afin de les minimiser encore, l'entretien des espaces verts étant réalisé sans pesticides sur le site principal de la société à Maisons-Alfort.

Aucune provision ou garantie pour risques en matière d'environnement n'a été constituée en 2016. La procédure des achats invite les collaborateurs concernés à acheter « responsable » en privilégiant les produits éco conçus, en interrogeant les fournisseurs sur leurs politiques RSE, et en veillant à la transparence des pratiques, sans que pour autant les contrats passés avec les fournisseurs excèdent les dispositions réglementaires en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, ainsi que de protection de l'environnement. Le recours à la sous-traitance est marginal eu égard à la nature et la localisation des activités, et n'a suscité aucune action spécifique en faveur des droits de l'homme.

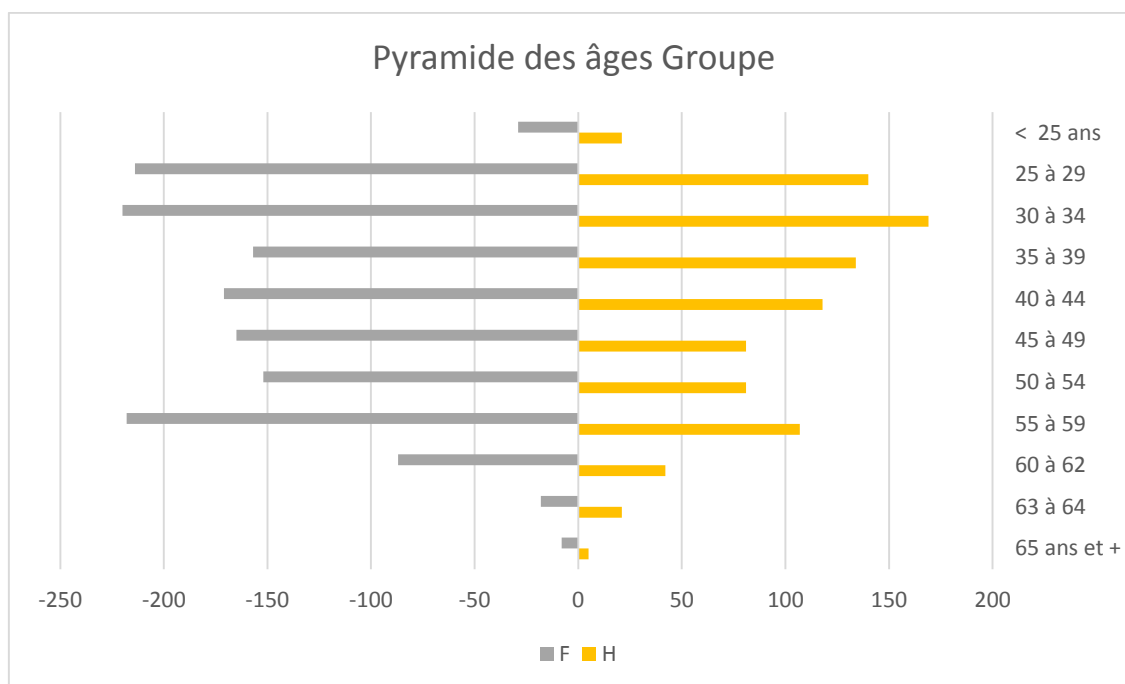
## Indicateurs RSE

- Indicateurs complémentaires ressources humaines Bpifrance

Evolution des effectifs au 31 décembre <sup>14</sup>	2016	2015
Effectif total	2358	2301
Dont CDI	2356	2298
<i>Dont CDI Bpifrance Financement</i>	1995	1955
<i>Dont CDI Bpifrance Investissement</i>	361	343
<i>Dont cadres</i>	1989	1920
<i>% de cadres</i>	84%	83%

<sup>14</sup> Nombre de CDI, CDD, dont détachés et congés sans solde, à temps plein ou partiel aux 31/12/2016 et 2015, hors CFC et stagiaires





Départs hors détachés					
2016			2015		
Nombre	dont CDI	dont licenciements	Nombre	dont CDI	dont licenciements
181 <sup>15</sup>	155	3	143	136	18

Montant des rémunérations <sup>16</sup> (en euros)		
2016	2015	Evolution
149 878 740	140 547 219	6,6 %

Réunions des instances représentatives du personnel		
	2016	2015
Comité d'entreprise	26	29
Délégués du personnel	24	24
Organisations syndicales et délégués syndicaux	33	27
Comité d'hygiène et sécurité	17	12

<sup>15</sup> Dont 24 départs en pré retraite

<sup>16</sup> 2015 a été retraité des "congés de fin de carrière" en cohérence avec l'indicateur "Effectif total" qui est hors "congés de fin de carrière".

- Indicateurs environnementaux

## ENERGIE et émissions de CO<sub>2</sub>

Les consommations d'énergie sont mesurées sur l'ensemble des implantations, savoir l'immeuble abritant le siège social à Maisons Alfort en totalité et des locaux contigus en location, dédiés aux activités de siège et d'appui aux équipes de front et middle office, réparties sur 47 sites, dont 3 outre-mer et un bureau de représentation à Bruxelles . La surface totale des locaux est ainsi passée de 79 219m<sup>2</sup> à 87 363m<sup>2</sup> de fin 2015 à fin 2016, soit une augmentation de 10,3%. Les données de consommations d'énergie n'étant pas disponibles sur les sites d'outremer et Bruxelles, leur surface totale de 105m<sup>2</sup> n'a pas été prise

Les données ci-après appellent quelques précisions et commentaires :

- Les données de consommations 2015 ont été corrigées des régularisations de factures reçues en 2016 et d'une facture omise ; l'écart entre les données présentées dans le rapport 2015 et les données actualisées est de +3,95% sur les consommations d'énergie et +5,2% sur les émissions.
- Les données 2016 sont fournies sur le périmètre des factures reçues à la date du 7 février ; au prorata des consommations de l'année 2015 de ces sites, le volume non pris en compte est évalué à 71 852,3 kWh et 5 891,9 kg<sub>éq</sub> CO<sub>2</sub>, soit moins de 1% de la consommation totale d'énergie ;
- le périmètre « AUTRES IMPLANTATIONS » comprend, notamment, en m<sup>2</sup>, la totalité des consommations et émissions du site de Paris rue Drouot, dont une partie non occupée par Bpifrance, et louée, au cas par cas par la SCI Bpifrance détenue à 100%
- Les émissions appréciées au m<sup>2</sup> occupé sont en faible diminution, du fait notamment des prélèvements du chantier du Campus Formation, mis à disposition début 2017 sur le siège social (Le Vaisseau), rendant ainsi l'incidence des mesures d'amélioration continue d'efficacité énergétique peu visibles.

CONSOMMATIONS D'ENERGIE sur les implantations immobilières <sup>(1)</sup>			
(kWh)	2016	2015	Evolution
SIEGE SOCIAL (Le Vaisseau)	4 990 901	5 008 536	- 0,4 %
<i>Ramenée au m<sup>2</sup> occupé</i>	<i>178,3</i>	<i>179</i>	
AUTRES IMPLANTATIONS	3 825 729	3 122 264	+22,5%
<b>TOTAL</b>	<b>8 816 630</b>	<b>8 130 800</b>	<b>+8,4%</b>
<i>Ramenée au m<sup>2</sup></i>	<i>101</i>	<i>102,7</i>	<i>-1,7%</i>

EMISSIONS DE CO <sub>2</sub> (en kg <sub>éq</sub> CO <sub>2</sub> ) liées à la consommation d'énergie facturée <sup>17</sup> sur les implantations immobilières <sup>(1)</sup>			
	2016	2015	Evolution
Emissions de CO <sub>2</sub> Siège social (Le Vaisseau)	525 038	504 786	+ 4 %
AUTRES IMPLANTATIONS	354 544	301 833	+17,5%
<b>TOTAL</b>	<b>879 572</b>	<b>806 618</b>	<b>+9 %</b>
<i>Ramenées au m<sup>2</sup></i>	<i>10</i>	<i>10,2</i>	<i>-1,1%</i>

#### Déplacements professionnels :

EMISSIONS DE CO <sub>2</sub> (en kg <sub>éq</sub> CO <sub>2</sub> ) résultant des déplacements professionnels Bpifrance <sup>18</sup>						
	Bpifrance Financement		Bpifrance Investissement		TOTAL (dont Bpifrance)	EVOLUTION
	2016	2015	2016	2015	2016	Bpifrance 2016-2015
TRAIN <sup>19</sup>	21 041	17 500	9 491	9 491	31 654	NS
AERIEN	500 808	527 100	101 372	293 561	613 155	NS
Flotte véhicules	1 396 991	1 364 216	156 033	143 013	1 553 024	+ 3 %
Taxis/Locations	3 486	4 258	9 276	3306	13 362	+ 80,6%
<b>TOTAL</b>	<b>1 932 939</b>	<b>1 913 074</b>	<b>290 294</b>	<b>449 371</b>	<b>2 211 996</b>	<b>NS</b>

<sup>17</sup> Ces données correspondent aux données facturées des consommations d'électricité (kWh) et de gaz (kWh PCS) auxquelles des facteurs d'émissions (source Base Carbone) ont été appliqués. La consommation de fuel, non significative, n'est pas prise en compte dans le calcul.

<sup>18</sup> Hors utilisation de véhicules personnels, de location, et hors déplacements par rail hors SNCF.

La comparaison entre 2016 et 2015 est non significative pour les déplacements professionnels par rail et air, en raison de la rupture dans la collecte des informations et des méthodologies, et ne doit être prise en compte que comme porteuse de tendances pour les déplacements par rail et air.

En effet, les informations détaillées des déplacements professionnels n'ont pas été fournies par le prestataire unique de voyages de Bpifrance, pour le 1er semestre de l'année ; le nouveau prestataire n'applique pas la même méthodologie de calcul des émissions que le précédent ; enfin, aucune de ces agences n'applique les méthodologies des opérateurs

Le parti pris suivant a été retenu pour l'année 2016 :

- Transport par rail : informations collectées pour l'année auprès de la SNCF, ce qui exclut les déplacements hors territoire national y compris au départ ou à l'arrivée ; la comparaison des facteurs d'émission retenus par la SNCF et ceux appliqués par l'agence de voyages prestataire pour les exercices précédents fait apparaître une large sous-estimation des émissions de CO<sub>2</sub> pour les années 2013 à 2015 ;
- Transports aériens : les données ont été recueillies, pour la période de janvier à juillet 2016, auprès d'Air France, et pour juillet à décembre, auprès du nouveau prestataire de voyages, sans que les méthodologies soient comparables. La comparaison entre les méthodologies aboutit à constater une large surestimation des émissions sur les années 2013 à 2015, et une relative comparabilité entre celles du nouveau prestataire et d'Air France.

En revanche, les émissions des déplacements professionnels automobiles sont calculées à l'identique, en appliquant aux consommations de carburant de la flotte les facteurs d'émissions des carburants (essentiellement diesel) ; ces émissions sont en augmentation proportionnelle à celle de l'effectif réseau et support métier (3%), et correspondent aux déplacements générés par la relation de proximité avec ses clients et partenaires au cœur du fonctionnement de Bpifrance

## PAPIER

Consommation de papier <sup>20</sup> (tonnes) Bpifrance SA			
	2016	2015	Evolution
Bpifrance Financement	111,6	124,6	
Bpifrance Investissement	14,8	15,5	
<b>TOTAL</b>	<b>126,4</b>	<b>140.1</b>	<b>-9,8%</b>
Consommation par personne <sup>21</sup> (kg)	53,6	60 ,9	-12%

La consommation de papier diminue très sensiblement, de 9,8% en tonnage, et, ramené à l'effectif global au 31 décembre, de 12%. Cette évolution très positive est le résultat conjugué de la dématérialisation croissante, de la sensibilisation des collaborateurs, et de la mesure incitative de passage en recto verso par défaut de tous les copieurs multifonctions.

## EAU

<sup>20</sup> Papier d'impression et de reproduction, hors papier à en-tête et travaux confiés à des imprimeurs

<sup>21</sup> Effectif total

Le périmètre mesuré est toujours limité à la consommation d'eau du siège social à Maisons Alfort, les modalités de facturation constatées sur les autres sites ne permettant pas de disposer des données. La consommation d'eau relevée, ramenée au m<sup>2</sup> occupé par Bpifrance, est en faible diminution apparente, qui s'explique par le prélèvement, sur l'année 2016, de l'eau utilisée dans le cadre du chantier du Campus de la Formation, réceptionné et inauguré début 2017.

EAU			
	2016	2015	Evolution
Consommation relevée en m <sup>3</sup>	11 268	11 726	-3,9%
Surface occupée	27 989	27 989	
Consommation en m <sup>3</sup> par m <sup>2</sup>	0,40	0,42	-3,9%

## DECHETS

Le périmètre mesuré est toujours limité au siège social à Maisons Alfort. Une étude des modalités de tri et de suivi des déchets sur les autres sites, en fonction des modalités de leur utilisation et de l'organisation des locaux, sera réalisée sur 2016, en vue de l'élargissement du périmètre.

DECHETS SIEGE SOCIAL			
Type de déchets (en tonnes)	2016	2015	Evolution
Déchets d'activité	149,8	159,96	-6,4% <sup>-</sup>
Déchets de maintenance	0	0	
Déchets travaux	0	0	
TOTAL	149,8	159,96	-6,4%

% de valorisation des déchets LE VAISSEAU		
	2016	2015
Matière	50	50

Energétique	50	50
-------------	----	----